



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

déficit budgétaire

Question au Gouvernement n° 3529

Texte de la question

REDRESSEMENT FINANCIER

M. le président. La parole est à Mme Valérie Corre, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Valérie Corre. Monsieur le ministre des finances et des comptes publics, la semaine dernière, les chiffres du déficit public de 2015 ont été publiés. Que montrent-ils ? Pour la quatrième année consécutive, grâce à l'action de la gauche, le déficit public baisse dans notre pays. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains. - « Eh oui ! » sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Très concrètement, le déficit de 2015 atteint 70,5 milliards d'euros, soit une baisse de 15 milliards d'euros par rapport à l'année précédente. Le déficit public se situe donc à 3,8 % du PIB, loin, très loin des années Sarkozy, où il avait atteint 7,5 % en 2009.

M. Christian Jacob. Tout va bien, donc !

Mme Valérie Corre. Grâce à l'action des gouvernements de Jean-Marc Ayrault et de Manuel Valls, la France redresse ses comptes publics. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Ce redressement, on ne le fait pas par plaisir. Il est indispensable pour ne pas provoquer l'asphyxie financière de la France et la paralysie des services publics et de notre modèle social.

Sur cette question, comme sur tant d'autres, la droite aime donner des leçons,...

M. Jean-Claude Perez. Comme toujours.

Mme Valérie Corre. ...mais elle refuse de voir que la gauche doit réparer ce qui a été abîmé. Nous ne devons pas avoir peur de le dire à l'heure où Nicolas Sarkozy cherche à se dérober de l'inventaire de son bilan entre 2007 et 2012.

M. Christian Jacob. Quel talent !...

Mme Valérie Corre. Chers collègues, notre majorité sera donc la première de l'histoire de la Ve République à baisser chaque année le niveau des déficits publics. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. - Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. S'il vous plaît, chers collègues, écoutez la question.

Mme Valérie Corre. Nous l'avons fait sans renoncer à nos priorités politiques comme la poursuite du plan

d'embauche de 60 000 nouveaux personnels dans l'éducation nationale ; le financement des nouvelles mesures en faveur de la sécurité, la défense et la justice, déjà programmé, mais amplifié suite aux attentats qui ont frappé la France ; la suppression de la première tranche d'impôt sur le revenu qui libère du pouvoir d'achat pour les travailleurs et les retraités ainsi que les nouveaux droits sociaux tels que la généralisation du tiers-payant, la réforme de la dépendance ou l'amélioration de la couverture maladie des Français.

Monsieur le ministre, être de gauche, c'est porter une exigence : ne jamais opposer progrès et responsabilité. Comment le Gouvernement la met-elle en œuvre ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Merci, madame la députée, d'avoir cité des chiffres qui même s'ils sont importants - nous parlons de milliards - paraissent lointains aux Français. Ils montrent cependant que la France est depuis quelques années gérée avec sérieux. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

On ne diminue pas un déficit pour le seul plaisir de le diminuer. On le diminue parce que c'est absolument indispensable pour la crédibilité de la France, pour permettre à la France de parler fort, de parler haut, de porter ses propositions en Europe et dans le monde. C'est indispensable pour financer les priorités qui sont les nôtres.

Les chiffres que vous avez avancés sont exacts, je les rappelle sans aucun esprit polémique. La vérité est la vérité, pour la droite comme pour la gauche, comme pour l'ensemble des Français.

En 2010, le déficit de l'État s'élevait à 149 milliards d'euros. En 2015, il est, grâce à notre gestion, de 70 milliards d'euros. La majorité a voté un déficit de 74 milliards d'euros, la réalité est à 70 milliards, c'est-à-dire que nous avons fait mieux que ce que vous nous aviez demandé de faire.

Comme je le disais, on ne maîtrise pas un déficit pour le plaisir. On le maîtrise pour financer les priorités de la France.

M. Sylvain Berrios. Comme pour la courbe du chômage !

M. Michel Sapin, ministre. Le déficit a baissé en 2015 alors que par ailleurs nous avons fait face à des dépenses supplémentaires indispensables pour lutter contre le terrorisme. Vous avez voté ici des moyens supplémentaires pour lutter contre le terrorisme, pour assurer la sécurité des Français en 2016, pourtant nous continuerons en 2016 à diminuer le déficit de l'État. De même, nous souhaitons – c'était le cas l'année dernière, ce le sera cette année – que la marge de manœuvre que nous avons conquise par le sérieux soit mise au profit de la lutte contre le chômage et de l'emploi. Nous avons les moyens de le faire grâce au sérieux de notre gestion. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Corre](#)

Circonscription : Loiret (6^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3529

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 janvier 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 janvier 2016](#)